OCTOBRE 2026

Frédéric Crahay
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50
1000 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be
info@auschwitz.be

Les Jeux olympiques de Berlin de 1936 : anatomie d'une opération de propagande

ANALYSE



Il y a 90 ans avaient lieu les Jeux olympiques dans la capitale du Troisième Reich. Cet évènement demeure dans les esprits comme une gigantesque opération de propagande. Qu'en était-il exactement et peut-on faire un parallèle avec les manifestations sportives internationales d'aujourd'hui ?



The Olympic stadium in Berlin, site of the 11th Olympic Games. 1936
© USHMM

Il y a 90 ans se déroulèrent les Jeux olympiques dans la capitale du Troisième Reich.

Il faut d'abord rappeler un point souvent estompé dans les récits rétrospectifs : les Jeux de 1936 n'ont pas été conçus par le régime nazi. L'attribution à Berlin remonte à 1931, sous la République de Weimar, deux ans avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Le régime national-socialiste a donc hérité d'un évènement déjà planifié, et non organisé une opération de propagande de toutes pièces. Cette nuance importe : elle montre que le potentiel propagandiste des Jeux a été identifié et exploité *a posteriori*, ce qui témoigne moins d'une préméditation totale que **d'une capacité d'adaptation et de récupération politique** – une caractéristique du régime nazi observable dans d'autres domaines (économie, industrie, institutions existantes détournées à ses fins).

UNE MISE EN SCÈNE CALCULÉE DE LA « NORMALITÉ »

La stratégie de communication déployée pendant les Jeux visait un objectif précis : donner à voir, aux visiteurs étrangers et à la presse internationale, une **Allemagne pacifique, ordonnée et intégrée à la communauté des nations** – une image en contradiction frontale avec la nature réelle du régime. Plusieurs mesures temporaires illustrent cette volonté de contrôle de l'image : les consignes données à la presse pour atténuer la rhétorique nationaliste, les recommandations d'éviter les commentaires racistes visant les athlètes noirs, la suspension provisoire de la diffusion publique de la presse antisémite la plus virulente, ou encore le retrait des panneaux hostiles aux Juifs dans certains lieux touristiques bavarois.

Ces éléments doivent être compris pour ce qu'ils sont : des mesures cosmétiques et réversibles, non un infléchissement de la politique antisémite du régime qui se poursuivait sans interruption dans ses aspects structurels (législation de Nuremberg adoptée l'année précédente, exclusions professionnelles, persécutions continues hors du regard des caméras). La suspension d'un journal ou le retrait d'une pancarte ne signifie pas une suspension de la politique qu'ils exprimaient – c'est un point sur lequel les historiens insistent généralement pour éviter toute lecture qui minimiserait, même implicitement, la continuité de la persécution[1].

[1] Voir le documentaire *Les J.O. de Berlin 36, la grande illusion*, réalisation Franck Cassenti et Jean-Philippe Lustyk, France, 2015.

LE SUCCÈS MESURABLE DE L'OPÉRATION D'IMAGE

D'un strict point de vue quantitatif, l'entreprise de normalisation a fonctionné. Avec 49 nations participantes et près de 3 961 athlètes, les Jeux de Berlin ont battu des records de participation pour l'époque. Seule l'Union soviétique s'est retirée pour des raisons politiques – un retrait qu'il convient de replacer dans le contexte plus large des relations soviéto-occidentales des années 1930, plutôt que de le lire uniquement comme un acte de résistance antifasciste, même si cette dimension existait bel et bien[2].



Relais de la flamme olympique sous la porte de Brandebourg. Photo H. Hoffmann. 1936
© USHMM

[2] Patrick Clastres, « Chapitre X. Berlin 1936 », *Les Jeux olympiques de 1892 à 2024*, Presses universitaires de Rennes, 2025, https://doi.org/10.4000/13j32, consulté le 06/10/2026.

Le volet cinématographique de l'opération, confié à Leni Riefenstahl (1902-2003)[3] pour le diptyque *Olympia*, mérite d'être mentionné avec prudence : il s'agit d'une œuvre esthétiquement influente dans l'histoire du cinéma documentaire et sportif, mais dont la fonction propagandiste – glorification du corps, de la discipline collective et, en creux, de l'idéologie du régime – est aujourd'hui largement documentée par l'historiographie du cinéma. Le succès artistique du film ne doit pas être dissocié de sa fonction politique d'origine, sans pour autant réduire toute l'œuvre à un simple tract.

LES PARADOXES INDIVIDUELS : INSTRUMENTALISATION ET PERSÉCUTION DIFFÉRÉE

L'épisode le plus révélateur des contradictions internes du régime est sans doute le traitement réservé à certains athlètes classés comme indésirables par l'idéologie raciale nazie, mais tolérés – voire mobilisés – au nom du prestige sportif national. Le cas de l'escrimeuse Helene Mayer (1910-1953), qualifiée de « demi-juive » selon les catégories du régime, illustre cette instrumentalisation : sélectionnée dans l'équipe allemande, elle y remporte une médaille d'argent, sa présence servant précisément à démentir, devant l'opinion internationale, les accusations d'antisémitisme d'État.

Le parcours de Werner Seelenbinder (1904-1944), lutteur multiple champion d'Allemagne et militant communiste, illustre un autre aspect : celui du sportif toléré tant qu'il sert la gloire nationale, avant d'être rattrapé par la répression politique une fois cette utilité épuisée. Son arrestation en 1942 pour faits de résistance antifasciste, suivie de son exécution en 1944, rappelle que la participation aux Jeux de 1936 n'offrait aucune

[3] Jérôme Bimbenet, *Leni Riefenstahl, la cinéaste d'Hitler*, Paris, Tallandier, 2015.

protection durable face à l'appareil répressif – elle n'en était qu'une suspension temporaire et conditionnelle. Ces trajectoires individuelles doivent être traitées avec la prudence qui s'impose lorsqu'on relate le sort de personnes réelles : elles ne sont pas de simples illustrations d'une thèse, mais des parcours singuliers pris dans une histoire tragique.

UNE RÉSISTANCE EXISTANTE MAIS AUX EFFETS LIMITÉS



Un piéton lit une affiche pour un meeting incitant au boycott des Jeux à New York
© USHMM

Le récit des Jeux de 1936 comporterait une lacune s'il ignorait les mobilisations antifascistes qui les ont accompagnés. Des organisations sportives internationales de gauche, dont le *Sportintern* (Internationale rouge des sports) et *l'Internationale socialiste ouvrière du sport*, ont appelé au boycott – appels qui n'ont cependant pas empêché la participation massive évoquée plus haut, ce qui invite à relativiser leur portée effective, sans nier leur importance symbolique et leur rôle dans l'histoire de l'antifascisme organisé.

Plus significative sur le plan documentaire est la diffusion, par des groupes de résistance en exil, de tracts multilingues destinés aux visiteurs étrangers, ainsi que d'une carte répertoriant plus d'une centaine de lieux de détention du Reich, parfois camouflée sous des titres anodins évoquant le tourisme. Ce matériel, dont les services de sécurité du régime ont enregistré la diffusion à grande échelle dans les semaines précédant les Jeux, constitue une source historique précieuse : il atteste qu'une partie de l'opinion internationale disposait, dès 1936, d'informations relativement précises sur l'ampleur du système concentrationnaire naissant – ce qui nuance les récits selon lesquels la réalité des persécutions nazies aurait été totalement ignorée à l'étranger avant la guerre. Il serait toutefois excessif d'en déduire une prise de conscience généralisée des chancelleries occidentales, dont les politiques d'apaisement se sont poursuivies plusieurs années encore[4].

[4] Éric Monnin et Christophe Maillard, *Pour une typologie du boycottage aux Jeux olympiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p. 173-198.


COMITÉ D'ACTION CONTRE LE DEROULEMENT DES JEUX OLYMPIQUES A BERLIN

5, Rue du Cardinal-Mercier, Paris-IX[e] - Tél. Trinité 83-48

PAS UN ATHLÈTE A BERLIN !

En 1932, le Comité Olympique International confiait à la ville de Berlin la mission d'organiser les Jeux Olympiques 1936.

Mais l'arrivée de Hitler au pouvoir, en 1933, marque le début de la répression contre les grandes organisations sportives ouvrières juives, catholiques, protestantes, dont les adhérents sont victimes de tortures rappelant celles de l'Inquisition.

Aujourd'hui,

toutes ces associations sont dissoutes.

Et tout dernièrement, pendant les Jeux Olympiques d'hiver de Garmisch, deux jeunes sportifs allemands, Hans Mickinn et Erich Quade, ont été condamnés **à la réclusion perpétuelle** pour avoir osé dire que la liberté sportive n'existait pas chez eux.

Avec le peuple allemand, avec les sportifs allemands persécutés, auxquels nous tendons une main fraternelle, nous demandons que les jeux n'aient pas lieu à Berlin.

Nous ne voulons pas qu'une délégation française aille en Allemagne, car ce serait :

Offenser l'idée olympique ;

Légitimer les cruautés hitlériennes ;

Permettre par l'apport des devises étrangères, un nouvel accroissement des armements nazis.

Ne pas aller à Berlin, c'est œuvrer à la fraternité des peuples et des races !

NE PAS ALLER A BERLIN, C'EST RENFORCER LA PAIX !

VU : le Candidat

© Mémorial de la Shoah

Affiche du Comité d'action contre le déroulement des Jeux olympiques à Berlin
© Mémorial de la Shoah

L'APRÈS-JEUX : DE LA TRÊVE OLYMPIQUE AU RÉARMEMENT ASSUMÉ

Le contraste le plus frappant entre l'image projetée et la réalité politique apparaît dans la chronologie qui suit immédiatement les Jeux. Quelques mois après la clôture des compétitions, fin 1936, le régime adopte le Plan quadriennal de préparation économique et militaire à la guerre – une décision difficilement compatible avec l'idée, même rhétorique, d'une « trêve olympique ». Cette séquence resserrée entre affichage pacifique et bascule vers l'économie de guerre est souvent citée par les historiens comme un cas d'école de dissociation entre communication d'État et intentions stratégiques réelles.

SUR LA COMPARAISON AVEC DES ÉVÈNEMENTS CONTEMPORAINS

D'aucuns établissent un parallèle entre cette instrumentalisation politique du sport dans l'Allemagne nazie et les usages contemporains de grands évènements sportifs – notamment la Coupe du monde et la présence de Donald Trump lors de la finale. Ce type de rapprochement mérite d'être examiné avec discernement plutôt qu'adopté tel quel. D'un côté, l'idée que les pouvoirs politiques cherchent à associer leur image aux grands rassemblements sportifs pour en tirer un bénéfice de popularité ou de légitimation est un phénomène documenté et récurrent, bien antérieur au XXe siècle – l'expression latine « panem et circenses », qui date de l'Antiquité romaine, en témoigne. En ce sens, l'observation générale n'a rien d'excessif.

D'un autre côté, établir une équivalence directe entre la présence d'un chef d'État à un évènement sportif dans une démocratie contemporaine et l'appareil de propagande totalitaire déployé par un régime génocidaire relève d'un choix interprétatif contestable, que des observateurs de sensibilités différentes pourraient juger disproportionné ou au contraire pertinent selon les critères retenus (nature du régime, ampleur de la manipulation informationnelle, conséquences politiques).



Adolf Hitler saluant le drapeau olympique à l'ouverture des Jeux de 1936
© USHMM

Un tel parallèle appartient au registre de l'argumentation politique contemporaine plutôt qu'à l'analyse historique proprement dite, et sa valeur dépend largement du cadre normatif de celui qui l'énonce. Il paraît donc plus prudent de traiter ce rapprochement comme une thèse parmi d'autres sur l'usage politique du sport, et non comme une conclusion historique établie.

Les Jeux de Berlin de 1936 demeurent un cas d'étude classique sur la capacité des régimes autoritaires à instrumentaliser des évènements internationaux pour construire une image favorable, y compris par des concessions temporaires et réversibles sur leurs pratiques les plus visibles à l'étranger.

Le succès de cette opération, mesurable sur le plan de la participation et du rayonnement médiatique, ne doit cependant pas occulter deux réalités parallèles : d'une part, la persistance intégrale de la politique de persécution en dehors du regard international, y compris pour des individus provisoirement instrumentalisés par le régime lui-même ; d'autre part, l'existence, minoritaire mais réelle, d'une résistance informée qui cherchait à percer cette mise en scène. L'épisode invite, par ailleurs, à une certaine prudence méthodologique lorsqu'il s'agit de transposer ce précédent historique à des contextes politiques contemporains très différents par leur nature et leurs enjeux.

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.